

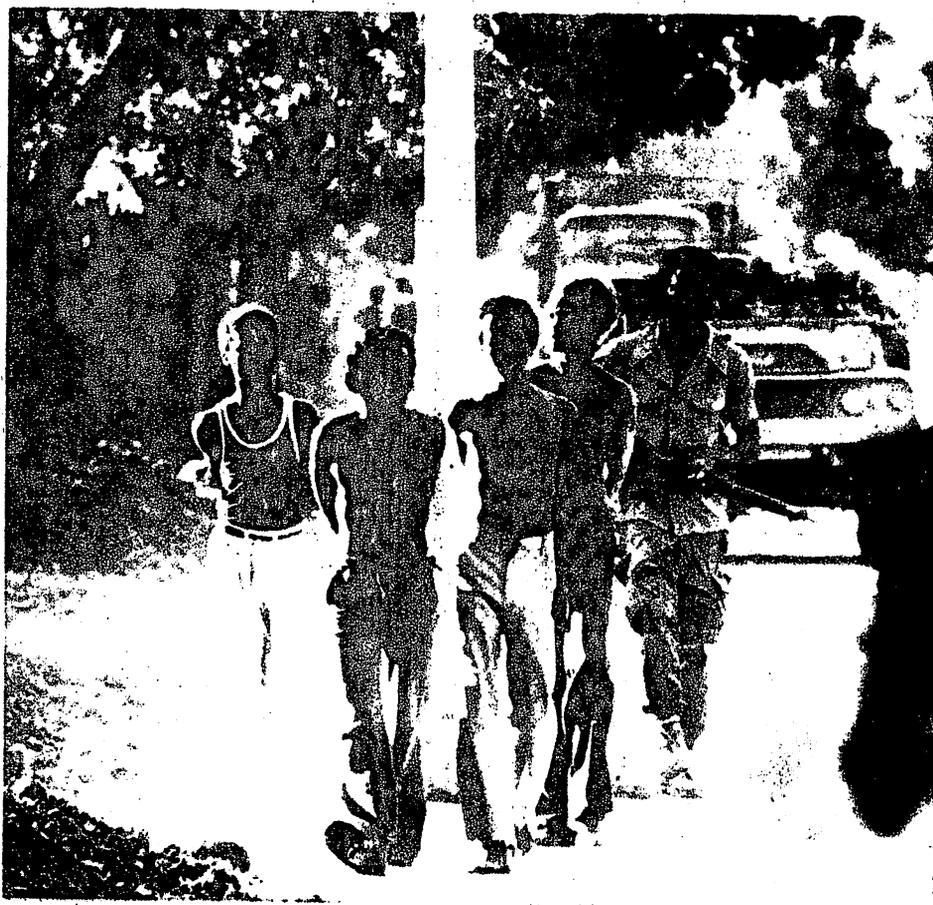
# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 70 - 12 mars 1979

PRIX : 1 F



SOMMAIRE  
à la page 2

TCHAD

l'impasse sanglante  
de l'ethnisme

# SOMMAIRE

Page 3

- TCHAD : des négociations sur le dos de la population

Page 5

- MALI : Moussa Traoré condamne ses semblables

Page 6

- SENEGAL : la pénurie n'est pas la même pour tous  
Senghor voyage avec une valise pleine de promesses

Page 7

- OUGANDA : le dictateur sanglant en difficulté

Page 8

- AFRIQUE DU SUD : le syndicat des mineurs blancs déclenche une grève raciste contre les mineurs noirs

Page 9

- IRAN : les chefs religieux veulent mettre au pas toute la population

Page 10

- CONFLIT SINO-VIETNAMIEN : la chine joue le jeu de l'impérialisme

Page 11

- FRANCE : Longwy-Denain : la lutte des travailleurs fait reculer les patrons

# abonnements

-FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F  
sous pli fermé : 36 F

-AUTRES PAYS :

écrire au journal

-Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier  
BP 80 93 300  
Aubervilliers France  
en spécifiant : "pour le PAT"

\* \* \*

# éditorial

## L'IMPASSE SANGLANTE DE L'ETHNISME

Pendant que les dirigeants des diverses fractions du Frolinat et du pouvoir se réunissent à Kano, au Nigéria, pour trouver un compromis politique, la situation empire à l'intérieur du pays.

Les affrontements armés se sont étendus aux villes du Sud. Ainsi à Sarh et surtout à Moundou, les populations n'gambaye s'en sont prises aux commerçants musulmans. La politique qui consiste à opposer, à l'intérieur d'un même pays, les populations les unes contre les autres ne date pas d'aujourd'hui. Dans le temps, la colonisation française s'est appuyée essentiellement sur les ethnies sara du Sud contre celles du Nord pour gouverner. A l'indépendance, l'impérialisme a hissé au pouvoir des gens du Sud comme Tombalbaye qui ont pratiqué la même politique, en s'appuyant sur des bases ethniques.

Si les antagonismes ethniques prennent aujourd'hui un caractère sanglant, la responsabilité incombe sans doute à l'impérialisme français. Mais les organisations, les hommes politiques, ceux liés à l'impérialisme français comme ceux qui ne le sont pas, n'ont jamais été capables au Tchad, de proposer une politique susceptible de surmonter les oppositions ethniques.

C'est l'évidence pour des hommes comme Habré et Malloum. Les deux candidats au même poste de dictateur, pour assouvir leurs ambitions personnelles, pour maintenir coûte que coûte leurs privilèges, c'est-à-dire les miettes que laisse l'impérialisme, cherchent ouvertement à renforcer chacun son camp sur des bases tribales

Mais même le Frolinat qui incarne l'opposition armée au pouvoir, lui non plus ne propose pas une autre politique. De fait, Goukouni, durant le conflit entre Malloum et Habré, s'est placé du côté de ce dernier, c'est-à-dire se comporte en représentant du Nord, y compris contre les populations du Sud. Et c'est plus qu'une alliance de fait. C'est l'aboutissement d'une politique. Derrière les phrases générales sur "l'unité du pays" le Frolinat cherche de longue date à consolider son influence dans le Nord, sur une base ethnique.

Ceux qui prétendent parler au nom des populations du Sud, les Malloum et les Kamougué, ne proposent évidemment rien pour rassurer les minorités du Nord. Pire, ce sont eux, ou leurs proches, qui organisent les massacres. Mais que font aujourd'hui les dirigeants du Frolinat eux-mêmes pour rassurer inversement tous les gens originaires du Sud qui furent les victimes et pensent avec quelques raisons qu'une victoire de Habré serait une catastrophe pour eux ? Qu'ont-ils fait hier pour mener une politique susceptible de faire comprendre aux exploités du Nord comme du Sud, que leurs intérêts étaient communs ?

Ce n'est pas cette politique que le Frolinat avait incarné. Oh, il a mené une lutte violente et armée contre Tombalbaye, puis Malloum, mais pas au nom des intérêts communs des exploités ; pas en parlant un langage susceptible de rassembler tous ceux qui connaissent la misère, l'exploitation et l'oppression, qu'ils soient du Nord ou du Sud. Non, tous ces gens entraînent

.../...

au contraire les travailleurs et les paysans pauvres dans une guerre ethnique sans merci, vers des affrontements de plus en plus brutaux et aveugles.

La conséquence de cette politique est que les populations, pour se protéger des affrontements, se réfugient tout naturellement derrière des dirigeants issus de leur ethnique, même s'il s'agit de dictateurs patentés, ou fuient vers leur région d'origine.

Le malheur c'est que non seulement cela consolide l'influence des tyrans à la Malloum, Hissène Habré ou Kamougué, mais cela n'assurera même pas la protection des ethnies dans les régions où elles sont minoritaires. Le Nord comme le Sud sont, à leur tour, composés d'une multitude d'ethnies, et l'engrenage de l'oppression n'aurait aucune raison de s'arrêter même si les populations issues du Nord comme celles du Sud retournaient toutes dans leur région d'origine.

Une autre politique est cependant possible. Une politique combattant résolument toutes les manifestations de l'ethnisme comme, au-delà, toutes les manifestations du nationalisme. Une politique visant à créer les conditions d'une cohabitation fraternelle des ethnies et des peuples, et pas seulement ceux du Tchad.

Cette cohabitation est possible. Elle correspond aux intérêts des peuples et des ethnies. Mais elle exige l'épanouissement des libertés démocratiques ; elle exige le droit et la possibilité pour chaque communauté de gérer librement ses affaires dans le cadre d'ensembles vastes.

L'ethnisme se nourrit de la volonté des dictateurs, ou de ceux qui aspirent à le devenir, à se donner une clientèle. Il se nourrit également de l'aspiration symétrique des ethnies écartées à se protéger.

Pour mettre fin à l'oppression et — aux affrontements ethniques, il faut que les travailleurs, les paysans pauvres, renversent les dictatures, conquièrent et gardent le pouvoir, et établissent les libertés démocratiques sans lesquelles il n'y a pas de liberté pour les ethnies.

Face aux nationalismes, face aux ethnismes, l'avenir doit appartenir à l'internationalisme, c'est-à-dire à la révolution prolétarienne.

\* \* \* \* \*

Tchad

des négociations  
sur le dos de la population

Au moment où nous écrivons, la conférence de Kano n'est pas encore terminée. Cette conférence, convoquée pour régler le conflit qui embrase le pays, réunit non seulement les deux rivaux pour la place de dictateur, Malloum et Hissène Habré, mais également Abba Siddick, ancien secrétaire général du Frolinat, ainsi que Goukouni et Acyl, les chefs des deux principales armées du Frolinat.

Soit dit en passant, cette participation massive des représentants du Frolinat montre que cette organisation est prête à s'entendre avec Malloum et Habré pour trouver une solution de compromis. Vouloir est cependant une chose, aboutir en est une autre !

On ne sait pas encore si de cette réunion va sortir ou pas un accord susceptible de satisfaire toutes les parties intéressées. Mais si par miracle il en sort un, il ne peut être que provisoire. Car chaque partie impliquée dans le conflit dispose d'atouts non négligeables. Chacune dispose de force armée que les autres ne sont pas parvenues à réduire. Habré et Malloum disposent chacun d'un bout de l'appareil d'Etat officiel. Goukouni et Acyl, aussi rivaux entr'eux que les deux précédents, disposent chacun d'un bout de cet appareil d'Etat de remplacement que sont les armées du Frolinat. Par ailleurs chacun des rivaux s'appuie sur une base ethnique.

Chacun essaiera de faire prévaloir ses positions. Même si aujourd'hui Goukouni

.../...

s'est de fait rangé aux côtés de Habré, ils restent cependant rivaux. Et chaque partie n'est pas prête à accepter les conditions des autres, à moins qu'un des dictateurs n'élimine par la force tous les autres et n'arrive à s'imposer - chose que le gouvernement central ne réussit pas depuis 15 ans. Les ententes entre belligérants ne peuvent nécessairement qu'être fragiles.

C'est cette situation qui pose des problèmes à l'impérialisme français et qui pousse son représentant Giscard à avancer l'idée qu'il ne serait pas hostile à une certaine autonomie des régions du Tchad. A sa dernière conférence de presse il a prononcé une phrase qui a déclenché beaucoup de controverses : il s'est en effet prononcé pour le fédéralisme en affirmant que "au Tchad chaque ethnie se trouve chez elle..."

Pourquoi donc ce revirement subit pour un Tchad fédéral de la part de l'impérialisme français qui, lors de la décolonisation, avait mis en place un Etat unitaire qu'il contrôle depuis par l'intermédiaire des dictateurs plus ou moins fantoches du genre Tombalbaye puis Malloum ? C'est que l'autorité du gouvernement central de N'djaména est battue en brèche depuis 15 ans dans le Nord. Tombalbaye, puis Malloum n'ont pas pu venir à bout de la rébellion encadrée et dirigée par le Frolinat. Même les troupes françaises envoyées en renfort à leurs valets en mauvaise posture n'ont pu rétablir l'ordre et reprendre en main la situation. A moins d'intervenir à une échelle beaucoup plus grande (mais l'impérialisme français n'en dispose sans doute pas les moyens) il envisage peut-être de composer avec le Frolinat. En reconnaissant par exemple l'autorité de cette organisation, du moins dans les parties qu'elle contrôle Giscard va dans ce sens.

Incapable d'imposer l'autorité d'un dictateur capable de défendre ses intérêts à l'échelle de l'ensemble du Tchad, l'impérialisme français a peut-être choisi de désamorcer les tensions, en acceptant une partition de fait entre le Nord et le Sud. La phrase de Giscard n'était cependant peut-être qu'un ballon d'essai. L'impérialisme français cherche, de façon empirique, à tirer son épingle du jeu des rivalités en tentant de préserver ses intérêts et sa main-mise sur le Tchad.

Mais toutes ces rivalités entre chefs nationalistes plus ou moins liés à l'impérialisme, toutes ces manoeuvres de chefs d'Etat africains surveillés par l'impérialisme français, se déroulent sur le dos et au détriment de la majorité de la population tchadienne. On ne sait pas qui sortira vainqueur des affrontements - en dehors de l'impérialisme français qui, lui, semble avoir placé une mise sur tous les concurrents - mais on sait que c'est la majorité de la population qui est destinée à être perdante.

Les exploités tchadiens n'ont pas intérêt à la consolidation de la dictature au profit d'un des candidats, à supposer que cela arrive. Ils ont encore moins intérêt à l'éclatement du pays en fonction des clientèles ethniques des candidats au pouvoir. L'avenir n'est pas au morcellement mais, au contraire, à la constitution d'une vaste fédération, à l'échelle de tout le continent, dans laquelle tous les peuples pourraient vivre ensemble sans chercher à dominer les uns ou les autres. Mais aucun des protagonistes de Kano ne représente cet avenir qui ne pourra se réaliser que contre la volonté de ces gens.

~ ~ ~

MALI

MOUSSA TRAORE

CONDAMNE SES SEMBLABLES

Le deuxième procès de la "bande des trois" pour détournement de fonds a eu lieu le 9 mars à Tombouctou. Kissima Doukara a été condamné à mort. Mais il doit aussi rembourser 3 milliards 890 millions de francs maliens. Joseph Mara, ancien ministre de la justice qui présidait la Commission d'Enquêtes sur les détournements de fonds a lui-même été condamné à 20 ans de travaux forcés pour corruption. Karim Dembélé et Tiécoro Bakayoko sont respectivement condamnés à 10 et 5 ans de prison. 5 autres personnalités civiles et militaires ont elles aussi été condamnées.

Bien sûr, aucun travailleur, aucun paysan pauvre malien ne se plaindra de leur condamnation, car tous, à un moment ou à un autre, ont eu à subir les abus de ces ministres et leurs complices. Mais au premier comme au second procès, c'est Traoré qui est resté maître du jeu.

S'il a organisé cette mascarade, ce n'est pas pour lutter contre la corruption ni pour "redresser le pays" comme il le prétend ; c'est d'abord pour asseoir sa propre dictature en éliminant des concurrents. Pour les quelques gros détourneurs de fonds éliminés, il y en a des centaines d'autres dans son appareil d'Etat, à commencer par son propre entourage, si ce n'est lui-même.

\* \* \* \*

L'annonce de la tenue du procès à Tombouctou a provoqué une grève de protestation dans les établissements d'enseignement général à Bamako. C'est l'UNJM (Union Nationale de la Jeunesse du Mali) qui est à l'initiative de cette grève.

Est-ce le gouvernement lui-même qui l'a voulu ? Cela ne serait pas étonnant, car l'UNJM est une organisation pro-gouvernementale créée par le gouvernement lui-même. Il se pourrait aussi que les jeunes, poussés par sa propagande démagogique, aient agi d'eux-mêmes.

Toujours est-il que le fait même que les jeunes de Bamako aient manifesté un intérêt pour le procès est significatif. En effet ils doivent se souvenir encore de Tiécoro, responsable de la répression qu'ils ont subie pendant leurs grèves de 1972 et 1977.

Si Moussa a choisi Tombouctou au lieu de Bamako, c'est qu'il ne veut pas d'un procès où les gens puissent écouter des choses que le gouvernement tente de leur cacher. Il ne veut pas d'un procès comme celui du mois d'octobre 78 où les accusés ont mis publiquement en cause le nom de Mariam Traoré (la femme du président) pour détournement de fonds.

C'est pour éviter ce genre d'incident qui risque de nuire à son gouvernement que Traoré a préféré envoyer le jugement le plus loin possible de Bamako, à Tombouctou.

Moussa Traoré veut bien trouver des boucs émissaires mais sans étaler ses linges sales !

# SENEGAL

## la pénurie n'est pas la même pour tous

A la fin du mois de février, la population du département de Kafrine a souffert d'une pénurie de produits alimentaires (riz, huile, lait, tomate) et donc d'une hausse des prix. Pour l'administration "il ne s'agit pas de pénurie, mais plutôt de rupture de stocks. (...). Et c'est un problème qui ne sera résolu que lorsque la majeure partie des demi-grossistes sera agréée".

Ceux qui auront couru de boutique en boutique pour trouver un hypothétique kilo de riz, auront au moins la satisfaction de connaître la cause des pénuries. C'est le circuit de distribution qui n'est pas au point. A vrai dire ça ne les avance guère plus.

Pour ce qui est de la hausse des prix, les premiers responsables, selon l'inspecteur départemental du contrôle économique, c'est les consommateurs eux-mêmes. En achetant les denrées même quand les prix sont élevés, les consommateurs encouragent les hausses, alors qu'ils ont "le droit d'exiger de consulter d'abord le tableau avant d'acheter et doivent veiller sur ce qu'ils achètent, au lieu de se laisser aller à un sentimentalisme qui peut leur porter préjudice" : c'est l'inspecteur qui parle ainsi.

Quand il y a pénurie, les commerçants ont tendance à en profiter pour augmenter les prix car ils savent que quelqu'un qui a besoin d'huile ou de sel préfère l'acheter plus cher plutôt que de ne pas en avoir. D'ailleurs un petit consommateur isolé qui essaie de se plaindre à l'administration, risque plutôt de s'attirer des ennuis car les contrôleurs se font graisser la patte par les grands commerçants.

Pénurie il y a eu, mais ses effets ne se font certainement pas sentir de la même manière pour tout le monde. Les riches n'en souffrent pas car rien ne leur manque : soit ils ont un stock de produit suffisant chez eux -car ils n'achètent pas le riz kilo par kilo, mais par centaine de kilos- soit ils ont suffisamment d'argent pour acquérir les produits, même quand la pénurie en fait monter les prix.

---

## Senghor voyage avec une valise pleine de promesses

Senghor a effectué un voyage Sénégal oriental. Au cours de ce voyage, comme d'habitude, notre poète président n'a fait que des promesses à la population. A Kédougou par exemple, les habitants ont présenté leurs doléances : extension du système d'adduction d'eau et du réseau électrique, réfection de la maternité, construction de forage ; et à Tambacounda, la population a demandé la construction d'un hôpital.

Tous ces problèmes sont d'ailleurs connus de longue date des pouvoirs publics, mais le gouvernement de Senghor n'a pas fait grand chose pour les améliorer.

Chaque fois qu'il fait des voyages de ce genre, les habitants des villages présentent souvent leurs doléances ; et chaque fois il fait les mêmes réponses : "c'est prévu dans le plan". Mais comme souvent, les prévisions ne sont pas prises en considération... Les promesses de Senghor ne restent toujours que des promesses et donc des paroles qui s'envolent.

# — OUGANDA —

## le dictateur sanglant en difficulté

Depuis le début de ce mois, la drôle de guerre que le sanguinaire Amin Dada, président à vie de l'Ouganda, avait engagée contre la Tanzanie, semble se retourner contre lui. L'armée tanzanienne, s'appuyant sur des opposants ougandais, occuperait une partie du territoire.

Signe d'un certain malaise qui grandit à l'intérieur du pays même, des tentatives de soulèvement auraient déjà eu lieu ces derniers mois. Ainsi, du 3 au 5 février, Kampala, la capitale du pays, a vécu un véritable Etat de siège. Un dépôt de carburant a sauté, ainsi que des pylônes alimentant la capitale en électricité. Des coups de feu ont éclaté en différents endroits de la ville et, le 5 février, tout Kampala était privé d'eau et d'électricité.

Il est difficile de savoir si ces événements sont liés à la guerre actuelle contre la Tanzanie, et si les opposants au régime du dictateur ont eu une influence quelconque dans ce qui s'est passé. En tous les cas, si Idi Amin apparaît pour nombre d'africains vivant hors de l'Ouganda, comme un homme qui sait jouer de sales tours aux impérialistes, si à cause de ses déclarations fracassantes ou à cause de certaines mesures nationalistes prises depuis son accession au pouvoir, de nombreux africains considèrent Amin Dada avec plus de sentiment de complicité que de dégoût, il y a fort à parier que les masses laborieuses ougandaises voient les pitreries du maréchal d'une autre manière.

Car toute la population subit la dictature, les exactions des hommes de main d'Amin Dada, les assassinats de tous ceux qui s'opposent ou simplement protestent. Les pitreries sanglantes du dictateur, les ethnies minoritaires de l'Ouganda, telles que les Langis et les Acholis en savent quelque chose, puisque quand elles ne sont pas exclues de la vie publique elles sont purement et simplement massacrées.

Les difficultés d'Amin Dada semblent en tout cas bien réelles, et sa situation est d'autant plus précaire que son armée, minée par les rivalités ethniques, semble de plus en plus incertaine dans le conflit actuel contre la Tanzanie. Mais est-ce pour autant la fin de sa dictature ? Ce n'est pas certain.

Les oppositionnels qui accompagnent l'armée tanzanienne, se réclament pour la plupart de Milton Oboté, ancien dictateur alors vomi par la population et renversé naguère par Amin Dada. Il n'est pas dit que la population ait envie de prendre parti dans un conflit, s'il apparaît seulement comme un conflit opposant le dictateur présent à son prédécesseur.

Pour l'instant on n'a pas vu en tous les cas la population intervenir massivement. Si la chute d'Amin Dada intervient comme le résultat de l'action armée d'un nombre limité d'oppositionnels militairement organisés, appuyés par l'armée tanzanienne mais au milieu d'une apathie générale, alors cette chute ne signifierait pas la fin de la dictature, mais le remplacement d'un dictateur par un autre.



# AFRIQUE DU SUD

## LE SYNDICAT DES MINEURS BLANCS DÉCLENCHE UNE GRÈVE RACISTE CONTRE LES MINEURS NOIRS

Depuis le mercredi 7 mars, une grève des mineurs blancs paralyse la presque totalité des mines sud-africaines. C'est le MWU (Mine Worker's Union) qui a pris l'initiative de cette grève raciste pour protester contre l'embauche de 3 métis à des postes jusqu'à présent réservés aux mineurs blancs. Le MWU est un syndicat uniquement réservé aux mineurs blancs. Cet appareil syndical est un prolongement de tout l'appareil d'Etat barbare de l'Afrique du Sud.

Les 400 000 mineurs noirs n'ont pas le droit d'y adhérer. Il est même opposé à toute création de syndicat qui réunirait les mineurs noirs. Les dirigeants du MWU ont déclaré que si les mineurs noirs veulent un syndicat, "ils n'ont qu'à le créer chez-eux", c'est-à-dire dans les Bantoustans.

Des grèves racistes comme celles qui se déroulent ces jours-ci, ont lieu depuis bien longtemps en Afrique du Sud. Les syndicats créés à l'origine pour défendre les intérêts matériels des travailleurs - à l'époque, pour l'essentiel, blancs - contre les patrons, sont devenus, par corporatisme d'abord, puis par racisme, les instruments de défense des privilèges relatifs des travailleurs blancs contre les travailleurs noirs. Ces syndicats réactionnaires ont toujours manifesté leur opposition à l'embauche des noirs à des tâches qualifiées ou même semi-qualifiées, afin d'en réserver le monopole et les avantages aux travailleurs blancs.

Evidemment, ce n'est pas par humanisme que certains patrons décident, comme c'est le cas ici, d'embaucher des métis à des "postes réservés". Harry Oppenheimer, (le magnat de l'or) un des plus puissants capitalistes du pays, dira même que "l'économie s'est développée à tel point que la population blanche n'est plus capable de la contrôler dans le cadre traditionnel"...et que désormais "la politique du travail doit être pragmatique". Ce qui en clair, veut dire que les capitalistes ont besoin de puiser dans la population noire la main d'oeuvre qualifiée qui leur manque.

Tous ces patrons ne reçoivent aujourd'hui que le revers de leur propre politique. Ils ont toujours surexploité les travailleurs noirs et favorisé les travailleurs blancs en leur accordant les privilèges venant de la surexploitation de la population africaine.

Le régime raciste sud-africain, soutenu par ces mêmes patrons, a creusé un fossé de sang et de haine entre les populations blanche et noire. A tel point que le syndicat raciste MWU arrive à déclencher des grèves ayant pour unique objectif d'empêcher ceux qui n'ont pas la peau blanche d'exercer un emploi de qualification.

Le MWU, en dressant les mineurs blancs contre les mineurs noirs ne fait qu'approfondir le fossé entre ces deux fractions de la classe ouvrière. C'est une politique odieuse à l'égard des travailleurs noirs. Mais ce faisant, les dirigeants syndicaux ne défendent même pas les intérêts réels des travailleurs blancs, même s'ils vont dans le sens de leurs préjugés.

Et les mineurs blancs en participant à de telles grèves racistes, se placent dans le camp des adversaires des travailleurs noirs et donc dans le camp des adversaires de toute la classe ouvrière.

# IRAN les chefs religieux veulent mettre au pas toute la population

Depuis son arrivée au pouvoir, l'ayatollah Khomeiny a pris un certain nombre de mesures pour rétablir l'ordre : récupération d'une grande partie des armes prises par la population, censure sur la presse, la radio et la télévision. La hiérarchie religieuse intervient en même temps dans tous les domaines de la vie publique, voire de la vie privée : les relations entre les couples non mariés officiellement, le proxénétisme, la consommation de porc ou d'alcool...etc. Le port du voile est rendu obligatoire pour les femmes sous peine de ne pas pouvoir aller au travail, et même dans la rue. Il est officiellement reconnu aux hommes le droit de battre et de répudier leur femme selon leur bon vouloir.

Cette tentative d'encadrement religieux de la population -concrétisée parfois par des mesures particulièrement réactionnaires et barbares- commence apparemment à ne plus être admis. Il y a un mois, personne ne contestait la politique de Khomeiny, mais tout récemment, une manifestation importante de femmes a eu lieu à Téhéran. C'était pour protester contre la mesure réactionnaire qu'est l'obligation de porter le voile.

Mais cela peut aussi être le signe que la petite bourgeoisie est hostile aux aspects traditionnalistes de la politique des dirigeants religieux. Car si la petite bourgeoisie est d'accord avec Khomeiny pour rétablir l'ordre, elle ne l'est pas forcément sur la manière de le faire. En particulier elle ne semble pas vouloir accepter toutes les vieilleries rétrogrades que sont les préceptes coraniques qui ne lui sont pas indispensables pour promouvoir un système politique qui lui permette de s'enrichir.

Par ailleurs, cette bourgeoisie, petite ou grande, vivant à l'occidentale, ne voit probablement pas d'un bon oeil que l'on s'en prenne à sa façon de vivre luxueuse, fut-ce au nom de la religion et de "l'austérité coranique" dont se réclament les partisans de l'ayatollah.

Les chefs religieux veulent reprendre leurs prérogatives d'antan, ils veulent mettre en place un régime basé sur l'exploitation certes, mais un régime où ils auraient un poids politique plus grand. On ne sait pas jusqu'où ils iront dans cette voie. On ne sait pas non plus si l'armée restera avec eux ou si elle préférera aller dans le sens de la petite bourgeoisie pour un régime, toujours aux mains des possédants, mais qui réduirait la religion au rôle qui lui est destiné : prêcher la superstition aux pauvres mais ne pas importuner les riches.

Pour l'heure, les comités Khomeiny semblent être soutenus par une grande partie de ceux qui se sont révoltés contre le Shah. Mais ce que les chefs religieux préparent, c'est une mise au pas de l'ensemble de la population. En cela ils ont les mêmes desseins que la petite bourgeoisie et les chefs de l'armée.

Aujourd'hui les lois coraniques servent à mettre à l'index ceux qui boivent de l'alcool ou ceux qui consomment de la viande surgelée, demain elles seront utilisées contre toute forme de contestation, toute grève et toutes les organisations d'opposition. Mais cela, le régime ne pourra l'imposer qu'une fois l'effervescence populaire retombée.

Est-ce que le régime rencontrera des obstacles du côté de la classe ouvrière ? Un mois après le renversement de la monarchie, l'effervescence ne semble pas être tombée. Si la mobilisation des travailleurs demeure, la tâche essentielle de l'heure est de profiter de la relative liberté actuelle pour donner aux travailleurs, l'habitude de discuter de leurs intérêts de classe, de s'organiser de façon autonome, pas par l'intermédiaire de la hiérarchie religieuse et ailleurs que dans les mosquées.

Les classes exploiteuses iraniennes qui n'ont nullement perdu leur pouvoir au moment du renversement du Shah -le nouveau régime est également à leur service- semblent cependant avoir du mal à faire rentrer tout le monde au travail, à mettre fin à l'intérêt de la population aux affaires politiques. Cela crée manifestement une situation qui offre bien des possibilités pour s'éduquer, pour s'organiser. Il serait nécessaire que la classe ouvrière saisisse cette possibilité.

Il serait nécessaire qu'elle acquière des positions qui lui permettraient de mieux se défendre en cas de retour de la dictature.

Y-a-t-il des hommes, des femmes pour défendre une telle politique de classe au sein de la classe ouvrière ? On ne peut espérer qu'il en surgisse, car ni le Parti Communiste (Tou-deh), ni les organisations d'extrême gauche, comme les Fedayins ne vont dans ce sens. Les premiers se contentent de filer le train à la bourgeoisie libérale et à ses politiciens. Quand aux seconds, ils font finalement politiquement la même chose, même s'ils refusent de rendre les armes et se conplaisent dans un langage radical. Mais ni les uns ni les autres ne cherchent à intervenir au nom de la classe ouvrière et pour accroître sa conscience de classe.

\* \* \* \* \*

## CONFLIT SINO-VIETNAMISIEN

### LA CHINE JOUE LE JEU DE L'IMPERIALISME

Depuis quelques jours la Chine a annoncé qu'elle retirait ses troupes du territoire vietnamien. La guerre engagée par la Chine contre le Vietnam aura donc été limitée dans le temps comme dans l'espace.

L'intervention chinoise constitue un geste politique par lequel la Chine a affirmé que désormais rien ne peut se faire sans son assentiment en Asie du Sud-Est. Dans ce cadre, elle a constitué aussi un avertissement au Vietnam.

On se souvient que l'armée vietnamienne est récemment intervenue au Cambodge. Elle a contribué au renversement du régime de Pol Pot et à son remplacement par un régime plus favorable au Vietnam. Ce changement de régime au Cambodge a changé le rapport de force dans la péninsule indochinoise dans un sens favorable au Vietnam, et, par la même occasion, dans un sens favorable à l'URSS puisque le Vietnam est allié à l'URSS.

Sur le coup, la Chine n'a pas pu ou n'a pas voulu empêcher ce changement. Mais en intervenant au Vietnam, même plus tard, elle a affirmé qu'elle ne tolérera pas que son influence soit combattue dans une région qu'elle considère comme sa sphère d'influence. Peut-être même aurait-elle voulu contraindre le Vietnam de revenir en arrière.

Le conflit actuel concrétise donc l'affrontement de deux nationalismes rivaux. L'Etat vietnamien est en lui-même un obstacle à l'exercice d'une hégémonie chinoise sur la région. Certes il est moins puissant que la Chine. Mais avec ses 50 millions d'habitants et sa force militaire il constitue un pôle concurrent vers lequel peuvent se tourner les petits pays environnants, comme c'est le cas du Laos.

Mais cet affrontement entre deux nationalismes se place dans un contexte plus général, celui de l'affrontement entre les deux blocs : le camp soviétique et celui de l'impérialisme. En intervenant contre le Vietnam, allié de l'URSS, pour empêcher toute extension de l'influence de celle-ci en Asie du Sud-Est, la Chine se retrouve dans le camp de l'impérialisme américain. Elle se propose au rôle de gendarme des équilibres politiques établis dans la région.

Dans cette affaire, le peuple vietnamien et le peuple chinois n'ont rien à gagner. Le principal gagnant de cette situation est l'impérialisme américain. Il sait encore plus maintenant que la Chine est prête à faire ses basses besognes à sa place dans cette région. C'est la première fois que la Chine intervient avec son armée pour jouer un tel rôle. Mais cela fait plusieurs années que sa politique extérieure a tendance à s'aligner sur celle des USA.

A une moindre échelle, en Afrique, elle a soutenu des organisations du type UNITA, ouvertement pro-américain, en Angola. Elle a soutenu des hommes corrompus et sanguinaires comme Mobutu dans l'affaire du Shaba... etc.

Cet alignement de la politique extérieure de la Chine sur celle des USA, ces prises de position en faveur de dictateurs corrompus, montrent à quel point les espoirs de ceux qui -en Afrique en particulier- comptaient sur la Chine pour combattre l'impérialisme, ont été vains.

Le régime chinois n'a jamais représenté les intérêts du prolétariat. Il n'a jamais cherché à renverser l'impérialisme mondial, en organisant la seule force sociale capable d'y parvenir : la classe ouvrière internationale. Il n'a même jamais cherché à déterminer sa poli-

tique en fonction de l'intérêts des peuples des pays sou-développés exploités par l'impérialisme.

Le régime chinois est, et a toujours été un régime nationaliste bourgeois, même s'il représente une variante radicalé du genre. C'est pour préserver ses intérêts nationaux, et eux seuls, que la Chine a résisté pendant plus de 20 ans aux tentatives de l'impérialisme de lui imposer sa loi.

C'est toujours pour préserver ses intérêts nationaux que la Chine cherche à s'attirer les bonnes grâces de l'impérialisme américain depuis que ce dernier a décidé d'assouplir son attitude à son égard. En soutenant la politique extérieure américaine, en s'opposant avec vigilance à l'URSS, la Chine voudrait obtenir des crédits, un accès à la technologie des puissances impérialistes, des armes peut-être... etc.

Y arrivera-t-elle ? C'est une autre question. Car la Chine reste un pays sous-développé, qui n'a d'intérêt pour l'impérialisme que s'il se laisse piller ou exploiter.

\* \* \* \* \*

# FRANCE Longwy - denain : la lutte des travailleurs fait reculer les patrons

Les sidérurgistes de Longwy et, plus récemment, ceux de Denain viennent de montrer à travers leurs grèves et leurs manifestations qu'ils ne sont pas prêts d'accepter les licenciements que le patronat veut leur imposer avec l'aide du gouvernement.

A Denain, en particulier, plusieurs milliers de sidérurgistes ont affronté les CRS durant deux jours avec le soutien de toute la population locale. Et ce sont les CRS qui ont du reculer !

Ce coup de colère est une véritable gifle pour le gouvernement et pour les magnats de la sidérurgie qui, jusque-là tenaient des propos arrogants contre la classe ouvrière.

Eh bien, d'un seul coup les gros patrons de la sidérurgie comme les ministres ont changé de langage ! Mieux, le patron d'Usinor, un des grands trusts de la sidérurgie, qui a l'intention de licencier plusieurs milliers de ses ouvriers, a décidé, du jour au lendemain, qu'il suspendait les licenciements en attendant les résultats des négociations avec les syndicats.

Presque dans le même temps, le ministre du travail, Pierre Boulin affirmait qu'il était prêt à avancer l'âge de la pré-retraite et à accorder 50 000 FF à ceux qui quitteraient volontairement leur poste.

Toutes ces concessions ne règlent sans doute pas les problèmes des sidérurgistes. Mais elles témoignent que le patronat et le gouvernement ont peur de la colère ouvrière. Et cette peur les a contraint de faire, en 24 heures, plus de concessions qu'ils n'en font depuis plusieurs mois que les licenciements sont annoncés. Ceux de Denain ont montré la voie aux travailleurs. Car les patrons peuvent payer ; ce n'est pas l'argent qui leur manque, c'est la volonté.

De l'argent, le patronat en a suffisamment pour payer, lui, les frais de la crise et non pas jeter les travailleurs au chômage. Mais les possédant ne veulent pas même toucher à leur superflu : ils veulent que les frais de la crise soient intégralement payés par les travailleurs.

La lutte gréviste de ceux de la sidérurgie a ainsi prouvé que le combat de la classe ouvrière vaut mille discours et mille débats sur l'emploi que les politiciens veulent mener au parlement. C'est uniquement quand les capitalistes ont peur qu'ils retrouvent le langage de la raison.

0 0 0 0 0 0

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.